

Grappe Belgique

-- Publications grappe - Dossiers et articles --

Dossiers et
articles

Déclaration politique : "Pour une renaissance du local"

Grappe
samedi 13 mai 2006

Résumé :

Le texte ci-dessous est destiné à tous ceux qui pensent qu'il est nécessaire de porter un projet de transformation sociale ambitieux et non de se satisfaire de mesures visant l'accompagnement d'une société suicidaire. Il a pour ambition de servir de référence politique pour les groupes, les militants engagés mais aussi les simples citoyens sensibilisés par l'écologie et l'altermondialisme.

Au-delà de la dénonciation des méfaits de la mondialisation et de la logique de croissance, il propose un combat commun, en réseau militant, pour un nouveau projet sociétal : la renaissance du local.

Nous souhaitons remercier ici tous ceux qui ont contribué à la réflexion ces dernières semaines et leur rappeler combien nous apprécions qu'ils nous fassent part de leurs initiatives. Ensembles, nous ferons avancer le monde.

Préambule

13 Mai 2006

Le texte ci-dessous est destiné à tous ceux qui pensent qu'il est nécessaire de porter un projet de transformation sociale ambitieux et non de se satisfaire de mesures visant l'accompagnement d'une société suicidaire.

Il a pour ambition de servir de référence politique pour les groupes, les militants engagés mais aussi les simples citoyens sensibilisés par l'écologie et l'altermondialisme.

Au-delà de la dénonciation des méfaits de la mondialisation et de la logique de croissance, il propose un combat commun, en réseau militant, pour un nouveau projet sociétal : la renaissance du local.

Nous souhaitons remercier ici tous ceux qui ont contribué à la réflexion ces dernières semaines et leur rappeler combien nous apprécions qu'ils nous fassent part de leurs initiatives. Ensembles, nous ferons avancer le monde.

Le GRAPPE asbl

Déclaration politique :

"Pour une renaissance du local"

Le constat :

1. L'accélération de la mondialisation économique et financière au cours des dix dernières années a montré la nature même de ses conséquences écologiques, sociales, économiques, culturelles et sociétales :

- " Epuisement des ressources et déséquilibres écologiques ;
- " Accroissement de la misère, de la malnutrition et des inégalités ;
- " Réduction pour un nombre accru d'individus de l'accès aux produits et services de base, comme l'eau, l'alimentation et la santé ;
- " Erosion de la biodiversité et de la diversité culturelle ;
- " Perte d'autonomie et de maîtrise en ce qui concerne les choix économiques et les choix de vie ;
- " Recul démocratique généralisé, les pouvoirs publics perdant progressivement toute capacité de décider dans l'intérêt des citoyens sous la pression des contraintes prétendument économiques.

” Perte de repères politiques et moraux, exacerbation des fondamentalismes ;

” Risques accrus de conflits sociaux, de guerres civiles, de guerres.

2. La mondialisation et son moteur, la course à la croissance, sont, non pas régulées, mais organisées par les institutions internationales que sont le FMI, la Banque mondiale et, depuis 10 ans, l'OMC. L'OCDE et surtout l'Union européenne sont les relais efficaces de ces institutions vers des gouvernements alignés et complices.

3. Ce système guidé essentiellement par les intérêts financiers de groupes transnationaux s'est instauré grâce au faible coût de l'énergie, principalement du pétrole. C'est en effet le faible coût des produits pétroliers qui induit les coûts financiers de transport très bas, au point de ne jouer qu'un rôle mineur dans le coût financier global d'un produit, quel que soit le lieu de sa production, de sa commercialisation ou de son utilisation.

La mise en compétition planétaire de produits et services obtenus dans des conditions écologiques et sociales très variables entraîne logiquement une pression à la baisse sur les législations sociales et écologiques les plus ambitieuses, toutes étant aspirées dans une spirale descendante. La marchandisation généralisée inspirée par la logique de croissance contribue à amplifier le phénomène et à élargir son champ d'action.

Il est temps de combattre ce processus mortifère et de remettre en cause les principes et présupposés qui le fondent. Il ne suffit pas de limiter les dégâts de la mondialisation en tentant de corriger les mécanismes les plus contestables de son fonctionnement (statuts de l'OMC, TCE notamment) même si ces combats sont importants, il faut mettre fondamentalement en cause une logique qui empêche les hommes de choisir leur destin et les soumet à une rationalité économique qui les détruit comme elle détruit la planète.

Une nouvelle vision du bien-être et de nouveaux indicateurs sont nécessaires aujourd'hui pour se substituer à l'objectif de croissance, renoncer au fétichisme du PIB et mettre fin à la commercialisation du monde. Cette démarche passe, selon nous, par une relocalisation du mode de vie et, plus fondamentalement, par une renaissance du local.

Parallèlement aux revendications à porter aux autres niveaux de décision, le niveau local constitue naturellement un terroir de choix pour concrétiser plusieurs pans de notre projet d'autant que la capacité d'action qu'elle soit d'initiative politique ou citoyenne n'y fait pas défaut. Bien au contraire comme vous pourrez le découvrir au travers de plusieurs illustrations que nous proposons sur les enjeux qui nous paraissent les plus signifiants.

Projet politique : pour une renaissance du local

1. La relocalisation de l'économie

La relocalisation de l'économie, qui implique de recentrer les activités prioritairement vers la satisfaction des besoins locaux (régionaux) et de sortir de la logique de conquête de marchés lointains, est un facteur essentiel dans la renaissance du local. Cette relocalisation permet d'échapper à la domination des multinationales et aux mécanismes régressifs en matière sociale et

de protection de la santé et de l'environnement, sans oublier les droits démocratiques. Elle peut se concrétiser rapidement dans les domaines essentiels que sont :

- a) L'agriculture et l'alimentation
- b) L'habitat et l'aménagement du territoire
- c) L'énergie
- d) Le transport
- e) La valorisation des ressources renouvelables

a) Des produits du terroir pour nourrir sainement les gens du pays et faire vivre les paysans :

La promotion de l'agriculture biologique n'est qu'une partie de la réponse au problème fondamental posé par les nuisances sanitaires, environnementales et sociales de l'agriculture industrielle et du modèle alimentaire qui l'accompagne. Il convient, à côté des combats contre les organismes génétiquement modifiés ou l'usage de pesticides de synthèse et parallèlement à la promotion d'une agriculture liée au sol et n'utilisant pas d'intrants chimiques, de généraliser la mise en place des circuits courts en matière alimentaire. Pour ce faire, les producteurs doivent trouver les moyens d'écouler leurs produits sur les marchés locaux.

Des initiatives du type AMAP (France) ou CSA (Angleterre), basées sur le principe du contrat entre personnes à la recherche de produits naturels frais et petits paysans, méritent d'être soutenues politiquement et économiquement tant les effets bénéfiques sont nombreux :

Ø Moins de transport donc moindre coût énergétique et moins de nuisances liées au transport ;

Ø Fraîcheur des aliments ;

Ø Économies pour l'acheteur et pour la planète ;

Ø Meilleure rémunération pour l'agriculteur ;

Ø Réduction des emballages et des pertes dues aux invendus et au gaspillage inhérent aux circuits de distribution classiques.

Les compétences du pouvoir politique local sont parfaitement adéquates pour initier ou encourager ce type d'initiative.

b) Habiter en harmonie avec l'environnement :

La qualité de l'habitat est un facteur essentiel de santé et de bien-être pour l'être humain. C'est aussi un paramètre important en ce qui concerne la consommation d'énergie, le prélèvement sur les ressources non renouvelables, l'impact sur l'environnement local.

Il est plus que temps de revoir fondamentalement les choix (ou plutôt les non choix) tant en matière de matériaux que d'architecture. Privilégier les matériaux naturels (notamment le bois), de préférence d'origine régionale, et concevoir les projets architecturaux en fonction du site d'implantation (maison

bioclimatique), constituent des exigences essentielles à respecter pour réduire l'impact environnemental et optimiser l'intégration dans l'environnement local.

Les compétences du pouvoir politique local sont parfaitement adéquates pour répondre à cet enjeu prioritaire ; mais il va de soi que la participation des habitants et la coopération active des architectes et des urbanistes sont indispensables et qu'il convient de les encourager.

c) Valoriser les énergies locales et soutenir les économies d'énergie :

Les énergies renouvelables sont parfaitement capables de couvrir l'intégralité de la demande en énergie, pour autant que le gaspillage organisé soit aboli et qu'une politique d'efficacité énergétique soit mise en œuvre. Les économies d'énergie doivent donc être soutenues.

Le potentiel renouvelable local doit systématiquement être valorisé de manière optimale. A cet effet, les projets collectifs, plus que les réalisations individuelles, sont les plus prometteurs. C'est notamment le cas pour la production de biogaz par méthanisation des déchets organiques, la production d'électricité d'origine éolienne, la production et la distribution de chaleur à partir de chaudières aux déchets de bois ou encore la valorisation des calories basse température des eaux souterraines par pompe à chaleur et réseau de chaleur.

Les communes, qui disposent d'un patrimoine bâti, sont bien placées non seulement pour soutenir les initiatives de ce type mais aussi pour les initier et garantir leur viabilité. Elles peuvent également soutenir la mise en place d'éco-quartiers ou d'eco-villages dans lesquels les citoyens s'organisent pour trouver les réponses les plus adaptées en matière énergétique notamment. Elles doivent, comme acteur public, montrer l'exemple et rendre ces technologies accessibles à tous.

d) Réduire la demande de transports individuels et augmenter l'offre collective :

La hausse prévisible et irréversible des prix des produits pétroliers ne peut qu'accélérer l'indispensable mutation vers la relocalisation. Il est essentiel de se rendre compte que, dans le domaine des transports, il n'y a pas d'alternative à court terme aux produits pétroliers. Ceci signifie que, même dans un contexte de libre marché, la balance penche en faveur des projets impliquant moins de transport.

Il va de soi que dans les domaines où le transport joue un rôle important, voire déterminant, le choix de la localisation est d'autant plus urgent. Pour les pouvoirs publics, il est primordial de se réinterroger sur l'aménagement du territoire et l'organisation des services. Réduire les déplacements de manière à minimiser le recours à la voiture individuelle devient incontournable et nécessite que des services publics de base soient, contrairement à la tendance actuelle, non seulement maintenus mais encore développés pour les rendre accessibles en quelques minutes. La dispersion de l'habitat le long des axes routiers doit être radicalement remise en cause de même que le parachutage d'activités commerciales ou industrielles en zone rurale loin de tout habitat.

Toutes les alternatives à la voiture individuelle doivent être étudiées et promotionnées. Une place prioritaire doit être réservée aux transports doux (marche et vélo) de même qu'aux transports en commun et au co-voiturage.

e) Valoriser les ressources renouvelables et augmenter le savoir-faire local :

Un des enjeux prioritaires à ce jour est celui de la dépendance à l'égard du pétrole. Cette

dépendance n'est pas seulement énergétique mais touche aussi de nombreux secteurs d'activité économique : chimie, matière plastique, industrie pharmaceutique,...

Dans l'optique de relocalisation économique, l'exploitation écologique des ressources végétales locales, pour impulser des filières de substitution aux produits d'origine pétrolière, est une option réaliste et prometteuse. Si la priorité est à accorder dans l'usage des terres arables à la production alimentaire, la production de végétaux à but non alimentaire peut être intéressante si elle vise à produire des substituts à haute valeur ajoutée (textiles, chimie douce, plantes médicinales). En outre, l'exploitation forestière, conçue en garantissant à la fois la préservation de l'écosystème forestier et la multiplicité de ses usages, peut contribuer de manière significative au renouveau local.

Sur le modèle des AMAP ou CSA, il est possible de développer de nouvelles structures que l'on pourrait appeler APPEL, Association pour la Promotion des Produits issus de l'Economie Locale, qui offrirait les potentialités suivantes :

§ Elargissement du nombre d'activités couvertes ;

§ Augmentation des échanges économiques et sociaux au niveau local ;

§ Agrégation sociale et développement humain favorisés par l'augmentation et le partage d'un savoir-faire local ;

§ Multiplication des effets positifs sur le plan environnemental et notamment sur la réduction de la production de gaz à effet de serre (proximité des producteurs et des consommateurs, fragmentation de la production, utilisation d'énergie et de ressources renouvelables).

Mais la renaissance du local, c'est aussi et peut-être avant tout la destitution de l'économie comme valeur dominante. L'économie doit retrouver sa véritable fonction, c'est-à-dire un moyen au service du bien-être des citoyens. Pour ce faire, il faut que les citoyens puissent peser sur les choix et, mieux encore, être parties prenantes aux projets eux-mêmes.

2. Faire renaître la culture

Une des conséquences les plus importantes, quoique peu évoquée, de la mondialisation en cours est le développement d'une monoculture consumériste où la communication a lieu par le biais d'un sabir techno-anglais envahissant et où le marché est dominé par des produits culturels standardisés émanant de quelques multinationales.

Combattre ce processus passe par une politique volontariste de revitalisation voire de régénérescence des cultures régionales pour lesquelles l'initiative locale est déterminante. Il ne s'agit pas de se complaire dans la vénération passéiste des traditions et des anciennes pratiques, mais bien de mettre en œuvre une nouvelle modernité enracinée dans la connaissance du passé et débarrassée de ses préjugés industrialistes. Ceci n'implique en aucune manière un repli frileux sur le terroir mais une ouverture sur le monde décomplexée et soucieuse d'enrichissement culturel notamment par l'apport des concitoyens d'origine étrangère.

L'agression publicitaire doit être jugulée au maximum sur tout le territoire et l'espace rendu aux initiatives citoyennes.

3. Pratiquer pleinement la solidarité

La solidarité est censée se concrétiser aujourd'hui au travers d'institutions et de mécanismes de plus en plus complexes dont le fonctionnement est fondé sur la logique de croissance économique. Sous la pression des contraintes liées à la volonté de libéralisation généralisée, elle est en outre tributaire de moyens budgétaires étriqués. Faute de pouvoir intervenir dans l'espace sociétal, les institutions sociales sont de plus en plus amenées à s'immiscer dans l'espace privé.

Le temps est venu d'une réflexion et de propositions nouvelles visant à faire fonctionner une solidarité élargie (nous sommes tous citoyens du monde) et à recréer une véritable convivialité entre personnes géographiquement proches.

o Minimiser l'empreinte écologique de chacun dans les pays industrialisés est sans doute la meilleure manière d'assurer la solidarité tant avec les générations futures qu'avec ceux qui vivent aujourd'hui, souvent dans des conditions précaires, dans les pays pauvres.

o Recréer une nouvelle convivialité au plan local passe notamment par des initiatives concrètes permettant à chacun de vivre dans la dignité et le respect des droits fondamentaux. A cet égard, la mise à disposition d'habitations de qualité à loyer réduit et en nombre suffisant doit être un élément majeur d'une politique globale de l'habitat et de l'aménagement du territoire.

o Une reprise en main par les citoyens des services publics locaux est indispensable pour aller vers plus d'égalité et éviter les dérives bureaucratiques et environnementales. La maîtrise de ces services doit rester au niveau local et en dehors de la compétition commerciale afin qu'à côté des 4 principes traditionnels (égalité d'accès, égalité de traitement, continuité du service et obligation de fourniture) soient intégrées les dimensions d'intérêt général, de long terme de préservation de l'environnement et de solidarité intergénérationnelle et interplanétaire.

o L'accueil des nouveaux habitants et, plus particulièrement, de ceux d'origine étrangère doit être une préoccupation permanente des citoyens et des mandataires publics.

4. Réhabiliter le débat démocratique

Le niveau local est le plus approprié pour réhabiliter le débat démocratique et la prise de responsabilité citoyenne.

Force est en effet de constater aujourd'hui que la démocratie se réduit trop souvent au rituel électoral et à des joutes sans grand enjeu entre familles politiques dont le principal souci est de satisfaire et d'étendre leur clientèle. De plus en plus, le paraître l'emporte voire se substitue au faire, les décisions à prendre se contentant par ailleurs le plus souvent de l'application de politiques décidées à un niveau supérieur. Le fonctionnement autoritaire et centralisé des partis, transformés en bureaucraties sans autre projet que celui de subsister, contribue largement à vider de son sens profond le concept même de démocratie et à éloigner le citoyen de la chose publique.

La renaissance du local passe largement par la revitalisation du fonctionnement politique local. Le rôle du politique ne doit pas se réduire à tout faire pour occuper les lieux de pouvoir et à tenter coûte que coûte de s'y maintenir, les citoyens se voyant privés de tout moyen d'action en dehors du processus électoral. Il consiste non à confisquer la parole des citoyens mais au contraire à leur permettre d'exercer au maximum leur responsabilité politique. Stimuler les débats et non les étouffer, mettre en place les outils institutionnels et d'information les plus appropriés pour que les conflits soient gérés démocratiquement à la base, encourager la coopération entre riverains, habitants d'une

même entité, entités voisines, et surtout veiller à l'autogestion des projets, de quelque nature qu'ils soient, devraient être les préoccupations constantes des élus locaux.

Cette vision du rôle des élus ne peut que contribuer positivement à surmonter la crise de la représentation politique que tout le monde constate ou déplore aujourd'hui.

LE GRAPPE